

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22<sup>ème</sup> année - N° 4114 - Mercredi 27 Avril 2022 - Prix : 200 Fc

PLAN DE DÉVELOPPEMENT FRANCE-COMORES :

## «Komor initiative» tient son premier comité de pilotage



**L'ITFC accorde 35 millions  
d'euros aux Comores pour l'achat  
des produits pétroliers**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 26 au 30 Avril 2022**

**Lever du soleil:**

**06h 13mn**

**Coucher du soleil:**

**117h 57mn**

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 12mn

Maghrib: 18h 00mn

Incha: 19h 14mn



## ENVIRONNEMENT

## Clôture des ateliers sur la Loi Cadre sur l'Environnement (LCE)

Hier dans la matinée mardi 26 avril, a été clôturé les quatre jours de travaux portant sur la Loi Cadre sur l'Environnement (LCE) révisée, et ses textes d'application. Il s'agit de texte d'application de la loi relative aux sachets plastiques, du texte d'application de la loi forestière et d'un texte relatif à une proposition de réforme institutionnelle du Ministère de l'Environnement établi sur la base des documents de réformes institutionnelles du Ministère de l'Environnement dans le cadre d'une mise à jour ciblée et rationalisée des mandats institutionnels du Ministère et ses démembrements connexes au niveau insulaire et local.

C'est le ministre de l'Environnement M. Houmed Msaidié, en compagnie de la Représentante résidente du Pnud, Mme Fenela Frost qui a présidé cette rencontre. Il a été rappelé que la loi-cadre sur l'environnement de 1994 dans le contexte actuel, est inadaptée et nécessitait une révision devant intégrant les nouveaux enjeux environnementaux

des conventions issues du sommet de Rio dont la lutte contre les effets des changements climatiques et les menaces de désertification ainsi que la perte des ressources de la biodiversité.

Les objectifs qui étaient assignés à ces ateliers étaient d'identifier les obligations des Comores nées de la ratification de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, la Convention des Nations Unies sur la biodiversité et la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention de Nairobi relative à l'Environnement côtier et marin, en vue de leur intégration dans le cadre juridique en vigueur, de réviser la loi-cadre sur la gestion de l'environnement, les mesures d'application de la loi cadre sur la gestion de l'environnement, les mesures d'application de la loi forestière, les mesures d'application sur les sachets plastiques et enfin analyser le cadre organique et fonctionnel du Ministère de l'environnement, agriculture, pêche, élevage, tourisme et artisanat et identifier les pistes de réforme plausibles.

Les participants qui venaient de



Photo de famille atelier LCE.

divers secteurs, s'étaient divisés en quatre groupes et ont travaillé sur les thématiques proposées. Lors des restitutions, les différents groupes ont fait des propositions en vue d'améliorer les textes fournis par un consultant international. Il a été question d'harmoniser les différents éléments proposés sur la base du contexte national qui est relativement différent du niveau continental.

Dans son intervention le ministre de l'Environnement n'a pas manqué de saluer le travail abattu durant ces quatre jours. Il a demandé au Pnud de continuer son travail d'appui au ministère et a fait le serment de mener ces textes à bon port avec le soutien de toutes les structures impliquées dans ce secteur.

Pour sa part Mme Frost a salué le dynamisme des équipes du Ministère qui ont toujours pris à

bras le corps les activités initiées par les autorités. Elle a pris l'engagement de mettre son organisme au service du développement durable des Comores à travers les programmes du gouvernement. Le consultant international Guy Kalasi, a demandé aux participants de s'investir encore plus pour faire de ces textes une réalité.

Mmagaza



## APPEL D'OFFRES CO-COMMISSARIAT AUX COMPTES

### BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DES COMORES

#### TERMES DE REFERENCE

Le présent appel d'offres est lancé en vue de la sélection de deux **Cabinets d'Audit Locaux ou Internationaux devant assurer une mission de Co-Commissariat aux comptes auprès de la Banque pour l'Industrie et le Commerce des Comores (BIC-COMORES)**. Les Co-Commissaires aux comptes retenus à l'issue du présent processus de sélection seront mandatés pour une période de **trois ans**, éventuellement renouvelable en fonction la qualité des prestations fournies, sous réserve des agréments nécessaires délivrés par les autorités compétentes.

#### 1. Contexte

Filiale du groupe financier panafricain Atlantic Financial Group, la Banque pour l'Industrie et le Commerce des Comores (BIC-COMORES) est un établissement bancaire constitué sous la forme d'une société anonyme avec conseil d'administration.

En tant qu'établissement de crédit et société commerciale exerçant sur le territoire de l'Union des Comores, elle est soumise à la réglementation locale régissant l'activité des établissements de crédit d'une part, et d'autre part aux règles édictées par le législateur communautaire OHADA applicables aux sociétés anonymes.

Compte tenu du rôle important dévolu

aux Commissaires Aux Comptes par les textes légaux et réglementaires auxquels la BIC-COMORES est assujettie, le présent appel d'offres est élaboré en vue de la sélection de cabinets d'Audit répondant à un haut niveau d'exigence tant sur le plan de la maîtrise des normes professionnelles d'audit, que sur celui de la connaissance de l'environnement réglementaire local.

#### 2. Contenu de la mission

##### a. Les modalités techniques du Commissariat aux comptes :

La mission telle que prévue par les textes en vigueur est détaillée sans toutefois s'y limiter comme suit :

- L'Audit des comptes sociaux établis selon les règles et principes comptables applicables en Union des Comores;
- Le contrôle des déclarations transmises à la Banque Centrale, afin d'assurer qu'elles permettent d'établir une situation comptable donnant une image fidèle du résultat de la période et de la situation du patrimoine;
- La revue du contrôle interne afin de s'assurer de la pertinence et de l'efficacité du dispositif.
- Les vérifications spécifiques prévues par la loi, notamment celles relatives au rapport de gestion, aux conventions réglemen-

tées et aux personnes les mieux rémunérées.

- Certification des comptes annuels, attestation de l'exactitude et de la sincérité des informations destinées au public.

##### b. Les aspects réglementaires

Les travaux devront être conduits selon les diligences estimées nécessaires compte tenu des prescriptions des articles 710 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA, des exigences définies par les autorités de régulation locales et selon les normes professionnelles applicables sur le territoire Comorien.

Par ailleurs, et ceci conformément aux dispositions légales en vigueur, tout cabinet international soumissionnaire au présent appel d'offres devra obligatoirement **justifier d'un domicile ou d'une représentation dûment enregistrée sur le territoire de l'Union des Comores**.

Il est à noter que la BIC-COMORES portera une attention particulière sur la qualité et l'expérience des collaborateurs devant intervenir dans le cadre des différentes missions à conduire par les cabinets qui seront retenus.

#### 3. Références

Les cabinets soumissionnaires sont tenus d'inclure des références aux missions similaires déjà effectuées dans leur dossier de candidature.

#### 4. Condition de remise des offres

a. Les offres devront être déposées sous pli fermé à la Direction Générale de la BIC-COMORES sis à Moroni, Place de France et devront porter la mention « **AO Co-Commissariat aux comptes BIC-COMORES** » à l'attention de Monsieur Le Directeur Général de la BIC-COMORES.

Elles peuvent également être adressées par courrier électronique aux adresses : [bic@biccomores.net](mailto:bic@biccomores.net)

b. Les offres sont remises en un document unique comportant obligatoirement deux parties:

- \* L'offre technique incluant les références du soumissionnaire.
- \* L'offre financière.

#### 5. Validité des offres

Les offres devront rester valables pour une période de 4 mois à compter de la date limite de dépôt.

#### 6. Date Limite de Dépôt des Offres

La date limite de dépôts des offres est fixée au **Vendredi 06 Mai 2022 à 12 heures**.

Pour la BIC-COMORES  
La Direction Générale

## PLAN DE DÉVELOPPEMENT FRANCE-COMORES :

## « Komor initiative » tient son premier comité de pilotage

*L'ambassadeur de France et le ministre de l'éducation nationale ont présidé la première réunion du comité de pilotage du projet « Komor initiative ». Financé à hauteur de plus 8 millions d'euros par la France, ce projet va apporter une contribution importante au développement du pays et veillera également à proposer des systèmes d'accompagnement vers l'insertion professionnelle durable des jeunes et à renforcer les dispositifs qui assurent l'adéquation entre l'offre de formation et les débouchés professionnels.*

L'ambassadeur de France en Union des Comores et le ministre de l'éducation nationale ont co-présidé hier mardi 26 avril la première réunion du comité de pilotage du projet « Komor Initiative », un projet d'appui à la formation à l'insertion professionnelle des jeunes

aux Comores d'un montant de 42 milliards de francs comoriens. Ce projet financé par la France à travers l'Agence française de développement (AFD) apportera une contribution importante au développement socioéconomique des Comores. Il favorisera la création d'emplois durables comme le recommandent les orientations fixées dans le cadre du Plan Comores Emergent (PCE). Il permettra de renforcer la qualité et diversifier l'offre de formations professionnelles. Il veillera également à proposer des systèmes d'accompagnement vers l'insertion professionnelle durable des jeunes et à renforcer les dispositifs qui assurent l'adéquation entre l'offre, la formation et les débouchés professionnels.

Dans son allocution, le ministre de l'éducation nationale Djaffar Salim Allaoui a expliqué que Komor initiative est le fruit du plan Comores

Emergent présenté à Paris en décembre 2019, lors de la conférence des bailleurs et amis des Comores le 2 et 3 décembre. Ce document-projet est le reflet d'une volonté commune à combattre ce fléau aux effets implacables et dévastateurs qu'est le chômage des jeunes. « Cette rencontre d'aujourd'hui, constitue une étape importante dans la mise en œuvre dudit projet dont la teneur et la stratégie visent à poser les jalons susceptibles à résorber tant que faire se peut le chômage affolant des jeunes. Pour mieux situer les enjeux préoccupants du chômage des jeunes aux Comores, il y a lieu de vous faire part des données statistiques établies en 2013 par l'INSEED (Institut National de la Statistique des Etudes Economiques et Démographiques). Celles-ci nous renseignent, sur une population de 800.000 habitants recensés, plus de 50% sont jeunes et parmi eux âgés de

15 à 35 ans, sont au chômage », souligne-t-il.

De son côté, l'ambassadeur de France à Moroni Sylvain Riquier a expliqué que ce projet de 8 millions et demi d'Euros vise à travailler avec le ministère de l'éducation nationale à structurer et organiser la composante formation professionnelle et insertion professionnelle des jeunes qui font partie de son champs de compétences. L'objectif est de travailler sur un système pour pouvoir organiser une offre de formation qui colle aux acteurs économique et aux besoins des jeunes. Il y a un aspect de gouvernance et d'implication des acteurs au quotidien. « Par exemple à une composante des appels à projet de la société civile. Nous avons déjà commencé à identifier des organisations sur les trois îles qui vont permettre d'emmenner vers l'emploi les jeunes hommes et femmes qui sortent de l'université

qui malgré leur diplôme se trouvent au chômage, d'aider les jeunes qui sont en situation précaire à trouver des emplois dans les filières agricoles. De nombreux projets voient aujourd'hui le jour dans le secteur de la formation et de l'insertion professionnelle. Je ne peux qu'encourager le ministère de l'éducation nationale à continuer de plaider pour la reconnaissance et la prise en charge financière des formateurs techniques qui en sont les chevilles ouvrières. Souvent des artisans en activité se mobilisent avec les centres de formation professionnelle pour transmettre leurs savoirs à la jeunesse comorienne. Je pense que nous sommes d'accord pour dire qu'il faut les soutenir, ils sont en première ligne », précise-t-il

Andjouza Abouheir

## RAMADAN

## C'est déjà l'ambiance à Moroni

*En ce 24e jour du mois de ramadan, la capitale est déjà prise d'assaut par les commerçants ambulants pour écouler leurs derniers stocks avant la fête de l'Eid Elfitr. Depuis l'ancienne station Filing en passant par le quartier Magoudjou jusqu'au marché Volovol, on ne fait pas trois pas sans croiser un commerçant avec son business. Le soir, c'est une autre ambiance.*

Comme à l'accoutumé, vers la fin du ramadan, tout le monde descend à Moroni pour préparer l'Aid El Fitr. On aperçoit toute sorte de marchandises, surtout les habits. Des boubous de femme, homme, bonnet, sandales, chaussures et autres produits de décoration intérieurs sont étalés le long des trottoirs. Malgré un soleil accablant, l'ambiance est au rendez-vous en ce 24e jour de ramadan.

Hommes, femmes et enfants font les va et vient pour pouvoir dénicher la bonne affaire. Et la plupart des gens ont choisi de marcher au lieu de prendre un taxi à cause des embouteillages.

Avec un sac à dos, Abdou Salim montre qu'il était dans un taxi mais il a préféré descendre pour gagner du temps. « J'étais dans un taxi, on a mis 1 heure de temps sans bouger. J'ai décidé alors de descendre et marcher, en plus je cherche des sandales pour mon père. C'est toujours comme ça, pour moi. J'achète mes trucs de l'Aid au milieu de ramadan. Car on trouve des articles moins chers. Mais les derniers jours, les prix remontent comme pas possible », explique-t-il.

Arrivée à Magoudjou, une femme la trentaine est à la recherche des boubous pour ses enfants. Mais selon elle, ils ne sont pas accessibles. « Je suis venue chercher des



boubous pour mes deux enfants, mais c'est trop cher. Un boubou à 12 500 FC, ce n'est pas à ma portée. Je vais circuler un peu pour voir si je peux trouver un peu moins cher », indique-t-elle, devant ses deux enfants. Toutefois, elle a pu acheter

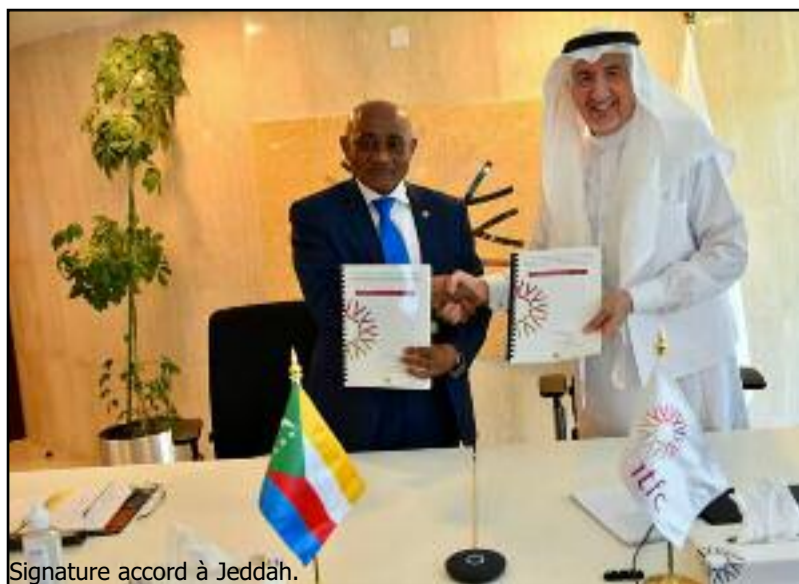
quelques trucs. « J'ai pu acheter des chaussures et si je ne trouve pas des boubous à un prix abordable tant pis. Ils vont remettre ceux de l'année dernière. Sinon j'achèterai des pantalons et des chemises », poursuit-il. A Volo-Volo, c'est toute la route qui

été fermée aux véhicules. Si on arrive à acheter quelque chose, on doit le transporter jusqu'au rond point d'Ambassadeur pour tenter de trouver un taxi.

Le soir, c'est une autre ambiance. Avec ses lumières, la capitale obtient une deuxième journée. Tant la population est nombreuse à se déplacer. Toutefois, ils disent que les produits sont difficilement accessibles. « Il y a des articles mais ils sont chers », avance Salima Mohamed. Selon elle, ce sont des rares personnes qui ont pu acheter quelque chose. La flambée des prix touche visiblement tous les articles et pas seulement les denrées alimentaires, ce qui complique la situation de nombreuses familles qui ont du mal à joindre les deux bouts.

Nassuf Ben Amad

## L'ITFC accorde 35 millions d'euros aux Comores pour l'achat des produits pétroliers



Signature accord à Jeddah.

La Société Islamique Internationale de Financement du Commerce (ITFC), a approuvé deux nouvelles facilités de financement pour 35 millions d'euros en faveur de l'Union des Comores, dont 25 millions d'euros dédiés au soutien à l'importation de produits énergétiques tels que produits pétroliers et GPL, tandis que 10 millions d'euros seront alloués à l'importation de denrées alimentaires.

Les deux accords ont été signés lors d'une cérémonie tenue au siège de l'ITFC à Jeddah, en Arabie Saoudite, entre Eng. Hani Salem Sonbol, PDG de l'International Islamic Trade Finance Corporation -

ITFC, et le Ministre des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire (Gouverneur de la Islamic Development Bank Group - isdb.org - BID) de l'Union des Comores, Kamalidini Souef.

Cette bouffée d'oxygène tombe à point nommé, dans une conjoncture marquée par une forte tendance inflationniste des produits énergétiques dans le monde, notamment le pétrole et le gaz, accentuée ces deux derniers mois par la Guerre en Ukraine. Ces 35 millions d'euros, soit plus de 17 milliards de francs comoriens, permettront sans doute au gouvernement d'éviter une hausse du prix à la pompe de l'essence et du pétrole

lampant, qui aurait des effets dévastateurs sur le pouvoir d'achat des comoriens déjà impacté par la flambée des prix des denrées alimentaires et des matériaux de construction.

La société comorienne des hydrocarbures (SCH) pourra ainsi assurer ses prochains approvisionnements en toute sérénité, et sans risque de devoir répercuter à court terme les fluctuations à la hausse de ses achats de produits pétroliers, en disposant de cette forme garantie financière de 35 millions d'euros que l'Etat a obtenu auprès de la ITFC.

KG

## SOCIÉTÉ

# La mairie de Fomboni redore l'image de la ville

Deux jours de pluies torrentielles ont suffi pour couvrir les rues de la capitale mohélienne d'une épaisse couche de boue. Place maintenant à une opération de grand nettoyage. Une initiative prise par le maire de Fomboni pour redorer l'image de la ville. D'autres volontaires s'y mettent également.

De la place de l'indépendance jusqu'à Salamani en passant par le marché de Fomboni, le maire Abdoul-Mouhayimine Abdallah avec son équipe, accompagné de la police municipale et des volontaires ont mis la main à la pâte. Dimanche dernier de 5h du matin jusqu'à midi c'est l'opération nettoyage des rues, ruelles et places publiques. Ces amas de boue et déchets de toute sorte sont causés par la pluie torrentielle qui s'est abattue dans l'ensemble du territoire ces derniers jours et particulièrement à Mohéli vendredi.

Ce dimanche, cette équipe de nettoyage se trouvait au quartier d'Angola après avoir travaillé sur la partie Est de Fomboni le samedi. Le but est de redorer l'image de la capitale et permettre à la population de reprendre ses activités quotidiennes. « C'est un devoir pour nous en tant que responsable Communal de



descendre sur le terrain et mener les premières actions de propreté en attendant l'arrivée des autres structures, la gendarmerie nationale et la société civile» a expliqué Mouhayimine Ben Abdallah. Selon ce maire, les travaux s'effectueront par la police municipale avec l'accompagnement de la gendarmerie nationale.

Dans plusieurs coins de la ville, on trouve également des jeunes volontaires, qui se mettent à dégager la route, leurs petites boîtes placées à l'entrée pour que les passants y versent leur contribution. Ce sont des pratiques devenues habituelles depuis qu'aucune structure ne s'oc-

cupe de façon régulière de la voirie de la capitale.

Pour rappel, l'agence nationale pour la gestion des déchets a cessé ses activités de ramassage des ordures depuis bientôt trois mois. Chaque ménage se débrouille à sa

manière pour s'en occuper. Certaines personnes profitent des eaux ruisselantes pour y jeter leurs ordures qui vont ensuite encombrer les caniveaux d'évacuation.

Riwad

## Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service  
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores  
Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: [la\\_gazette@comorestelecom.km](mailto:la_gazette@comorestelecom.km)

## Numéros utiles

### Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

### Gendarmerie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

### Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

### Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

### Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Mohéli 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

### Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

### Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 773 43 43  
Meck: 773 36 40

### MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18



## PEACE CORPSCOMOROS VACANCY ANNOUNCEMENT

The United States Peace Corps Comoros seeks a Medical Doctor or Nurse Practitioner to serve as a contracted Back-Up Peace Corps Medical Officer (Back-Up PCMO) based in Moroni, Comoros. The Back-Up PCMO will provide health care to U.S. Peace Corps Volunteers in Comoros and will work under the supervision of the Peace Corps PCMO in Moroni and the Peace Corps Office of Medical Services in Washington DC.

The full position submission requirements the terms of reference are available upon request by sending an email to [PCComoros@peacecorps.gov](mailto:PCComoros@peacecorps.gov). All applications should be submitted electronically and in English to [PCComoros@peacecorps.gov](mailto:PCComoros@peacecorps.gov) with "PCMO-Comoros" in the subject line by **11:30 am Friday, May 20th, 2022**.



## CORPS DE LA PAIX AUX COMORES APPEL D'OFFRES

**Société de gardiennage et de sécurité pour les bureaux et les résidences de Corps de la Paix aux Comores**

Le Corps de la Paix Américain a l'intention d'offrir un contrat à prix ferme pour une société de sécurité et de surveillance des bureaux et des résidences de Corps de la Paix.

La société intéressée par cette offre peut obtenir les termes de références en envoyant un email à l'adresse suivante: [PCComoros@peacecorps.gov](mailto:PCComoros@peacecorps.gov) avant le **20 mai 2022 à 11H 00**. Aucune soumission en retard ne sera acceptée.

Pour demander une visite des sites, veuillez contacter Mr Yasser Mchangama à [ymchangama@peacecorps.gov](mailto:ymchangama@peacecorps.gov) ou au **+269 360 01 04**. Toutes les questions concernant la demande de devis peuvent être adressées à Ahmed Zaki au **269 360 01 03**.

## EDUCATION :

# Les contractuels de Patsy menacent d'entamer une grève de 48 heures

Dépourvu de tout, dans des conditions difficiles, avec un statut de CDD, le collectif des docteurs enseignants contractuels du centre universitaire de Patsy à Anjouan menace d'entamer un arrêt de cours de 48 heures, suivi d'une descente dans la rue après le ramadan si leurs doléances ne sont pas prises en compte.

Le collectif des docteurs enseignants contractuels du centre universitaire de Patsy à Anjouan menace d'entamer une grève de 48 heures suivie d'une descente dans la rue après le 30 avril prochain. Dans un combat entamé depuis plus de 2 ans pour réclamer un statut qui se fait toujours attendre, ces contractuels sont dépourvus de salaire pendant les vacances, ne cotisent pas à la caisse de retraite malgré leur âge. Ils sont moins considérés que les gardiens et femmes de ménage, ils n'ont pas le droit de prendre des responsabilités ni de bénéficier d'aucun autre avantage parce qu'ils n'ont que des contrats de



Site universitaire de Patsy. (Photo d'archive)

durée déterminée.

Près des 2/3 de ces enseignants se trouvent à Patsy-Anjouan, entre 2012 et 2020, le reste à FST et Mohéli. «

Plusieurs promesses non tenues, nous ne pouvons pas rester les bras croisés. Cette situation dépasse la limite du supportable », déplorent-ils. Une descente

dans la rue dans les jours à venir, après le ramadan n'est donc pas à écarter. Chaque site prépare cet arrêt de cours et la manifestation. « Le président de l'UDC

affirme que leurs régularisations ne relèvent pas de ses compétences, une chose que ce dernier croit à l'inverse. Plusieurs recrutements ont été effectués parmi le personnel IATOS et agent de laboratoire au sein de l'Université. Le dernier recrutement date de ce mois d'Avril et toujours rien du côté de ces enseignants », montent-ils.

Ces derniers ont informé le président de l'UDC et le chef du centre de Patsy de leur intention de faire grève si leur situation n'est pas améliorée d'ici le 30 Avril. Les membres du collectif des docteurs contractuels de l'université des Comores s'insurgent contre cette humiliation. « Il n'est pas question d'abandonner l'idée de grève ou d'une manifestation, disent-ils, mais bien au contraire d'aller au-delà, c'est l'ultime moyen de défendre nos droits à la survie, à l'honneur, à la protection, contre le mensonge et la manipulation ».

**Andjouza Abouheir**



## EXPERTISE FRANCE RECRUTE UN.ECHARGE.E DE SUIVI-EVALUATION-REDEVABILITE-APPRENTISSAGE

**Intitulé du poste :** Chargé.e de suivi-évaluation du projet AFIDEV

**Poste basé à :** Moroni, avec visites de terrain régulières

**Durée de la mission :** 12 mois renouvelables

### Objectif du projet

Le projet AFIDEV (appui aux filières d'exportation et au développement rural) vise à améliorer la compétitivité et l'organisation des filières d'exportation (vanille, ylang-ylang, girofle) : il doit contribuer à augmenter les volumes et la qualité des productions, à accroître les revenus et à créer des emplois durables. Le projet est financé par l'Agence française de développement dans le cadre du PDFC (Programme de développement France-Comores) ; il est mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec le MAPETA (Ministère de l'agriculture, de la pêche, de l'environnement, du tourisme et de l'artisanat).

### Positionnement du chargé de suivi évaluation

Le projet AFIDEV achève la conception de son dispositif de SERA (suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage). Expertise France recherche un.e expert national en mesure de le tenir à jour et de le faire évoluer. Le chargé.e SERA travaillera sous la responsabilité du chef de projet. Il appuiera les différents partenaires de mise en œuvre, notamment l'ONAV, l'INRAPE et les CRDE. Il collaborera avec le MAPETA, son service de suivi-évaluation et l'UCM (Unité de coordination ministérielle du projet).

### Missions à remplir

**Consolidation du dispositif de SERA :** améliorer le cadre des résultats ; actualiser les outils de collecte des données ; monter et animer les formations des partenaires du projet ;

**Gestion et fonctionnement du dispositif SERA :** organiser les enquêtes et les évaluations ; superviser et accompagner les partenaires lors de la collecte et la trans-

mission des données ; utiliser et améliorer l'outil de collecte des données, Kobotoolbox, exploiter l'outil de visualisation des résultats ; établir les tableaux de bord et notes de recommandation et co-rédiger les rapports ;

**Gestion des savoirs et capitalisation :** mettre en place des outils de capitalisation et organiser le système d'archivage du projet ; développer les fiches techniques destinées au partage des savoirs avec les partenaires ; assurer le suivi des missions externes en lien avec le suivi évaluation ;

**Appui aux institutions :** contribuer au renforcement des capacités du service de suivi évaluation du MAPETA ; renseigner les indicateurs des partenaires stratégiques.

### Profil recherché

Diplôme d'études supérieures (bac+5 minimum) en économie du développement, sciences politiques, gestion de projet, statistiques, ou tout autre domaine en adéquation avec les missions ;

Expérience professionnelle d'au moins 5 ans au sein de projets de développement, et d'au moins 3 ans dans des fonctions liées au suivi-évaluation-redevabilité-apprentissage, de préférence dans le secteur de l'agriculture, le commerce international et/ou la gouvernance économique.

### Informations complémentaires

- Offre complète disponible sur le site Expertise France à l'aide de ce lien <https://bit.ly/3KechLx>

- Poste à pourvoir dès que possible. Merci d'adresser lettre de motivation, CV et 2 références d'anciens employeurs à [rh.comores@expertisefrance.fr](mailto:rh.comores@expertisefrance.fr) avec pour objet « Candidature Chargé.e de suivi-évaluation du projet AFIDEV », au plus tard le 22 mai 2022.

## SOCIÉTÉ

# L'ambassade de France à la rescousse de la coopérative « Bahati djema » de Nioumachoi

50 membres de la coopérative agricole et vendeurs des produits vivriers « Bahati djema » de Nioumachoi ont bénéficié d'un don de matériel agricole de l'ambassade de France aux Comores. Un soulagement pour ces agriculteurs qui avaient déjà du mal à relancer leurs activités faute de matériels.

C'est à travers son programme PISCA (projets innovants de la société civile et les coalitions d'acteurs) que l'ambassade de France en Union des Comores a fait un don de matériel agricole ce lundi à Nioumachoi. Il s'agit entre autres, d'une dizaine de pelles, plusieurs coupes-coupes, une centaine de gants agricoles avec des bottes, une centaine de haches, des ciseaux spécifiques pour l'entretien des arbres, des pioches et tout ce qui va avec les activités agricoles pour un montant global estimé à 19 millions des francs comoriens.

Le but c'est de faciliter les travaux des agriculteurs de



Nioumachoi afin d'appuyer le secteur agricole dans l'île en particulier dans la région de Mlédjélé. Le bénéficiaire de ce matériel est « Bahati Ndjema » de Nioumachoi, une coopérative composée de 50 membres agri-

culteurs et vendeurs de produits vivriers. « Nous sommes très contents de ce noble geste fait par l'ambassade de France car notre coopérative manque d'outils pour relancer nos activités qui sont actuellement au ralenti

et nous la remercions infiniment. C'est la première fois que l'ambassade de France nous honore par un tel un geste mais j'espère que ça ne sera pas la dernière fois », avance Abdou Malida, président de ladite coopérative.

Le fonds d'appui aux projets innovants de la société civile et les coalitions d'acteurs est un instrument de financement du service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'ambassade de France aux Comores. Il a vocation à permettre à des OSC de mettre en œuvre des micro-projets contribuant au développement durable et à la lutte contre la pauvreté. Il s'adresse, selon les responsables, à des organisations de tailles différentes ayant du potentiel et qui se positionnent en acteurs de changement en réponse aux besoins de la communauté à travers des actions novatrices. « Le dispositif PISCCA offre un appui technique et financier aux organisations de la société civile de manière intégrée avec les autres acteurs de la société civile et les acteurs publics tant centraux qu'insulaire, et décentralisés, afin de développer des dynamiques locales et durables », explique Abdou Malida du Bahati djema.

Riwad

## UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ DES COMORES « SONELEC »

DIRECTION GÉNÉRALE

### APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Pour acquisition des pièces des révisions neuves de cinq groupes électrogènes

Date de la Publication 22/04/2022

A. La Société Nationale de l'Électricité des Comores « SONELEC » a pour mission de gérer les activités de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'énergie électrique en Union Des Comores conformément à l'article 3 du Décret de création de la « SONELEC ».

B. Dans le cadre du bon fonctionnement de ses activités et en se conformant au code de marché de l'Union des Comores, la SONELEC souhaite établir une liste restreinte pour la fourniture des équipements décrits ci-après :

#### Fourniture des pièces des révisions neuves de cinq groupes électrogènes

C. La « SONELEC » invite les entreprises intéressées par le présent avis à manifester leurs intérêts en fournissant les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour la livraison des fournitures décrites ci-dessus (présentation de leur structure, référence de prestations similaires, disponibilité de fournitures, etc.).

D. Les entreprises intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires par email à l'adresse suivante : [informations.sonelec@gmail.com](mailto:informations.sonelec@gmail.com)

Les manifestations d'intérêt accompagnées des références pertinentes dans le domaine des services demandés, devront être envoyées à l'adresse mentionnée ci-dessous ;

A l'attention de:

Directeur Général de la SONELEC en précisant le marché.

Exclusivement par Email : [procurement.sonelec@gmail.com](mailto:procurement.sonelec@gmail.com)

Il est de préciser que l'autorité contractante se désengage de tout envoi des documents dont le lien de téléchargement est à délai de validité limité.

E. Cette consultation se fera conformément aux Règles de procédure des marchés publics de l'Union des Comores pour l'utilisation des fournisseurs de biens. Une liste restreinte des entreprises sera établie à l'issue d'une évaluation des dossiers reçus. Il est à noter que l'intérêt manifesté par une entreprise n'implique aucune obligation de la part de l'autorité contractante d'inclure cette entreprise dans la liste restreinte. Seules les candidatures retenues à l'issue de cette évaluation seront contactées.

F. Les candidats intéressés doivent fournir les documents suivants :

- \* Lettre de manifestation d'intérêt
- \* Présentation de la société
- \* Registre de commerce
- \* Quitus fiscal de l'année 2021
- \* Déclaration de non faillite
- \* Attestation de bonne exécution de contrat de marché similaire.
- \* Attestation de capacité financière délivrée par une banque reconnue

Les soumissionnaires retenus signeront un contrat d'accord cadre avec la « SONELEC » qui précisera toutes les conditions pour la soumission des offres.

Les manifestations doivent parvenir **au plus tard le 11/05/2022 à 10 heures des Comores**. Tous documents envoyés au-delà de la date de limite ne seront pas considérés. Les dossiers incomplets ne seront pas examinés.

Les offres seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à **l'ouverture des plis le 11/05/2022 à 11 heures à la « SONELEC »**.